

10 VI 1959

L. 6700/1.

Coordination(2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section législation, première chambre, a été saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 26 mai 1959, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif à la sécurité sociale des personnes ayant effectué des services temporaires à l'armée", a donné le 2 juin 1959 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 26e mei 1959 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de maatschappelijke zekerheid van de personen die bij het leger tijdelijke diensten hebben volbracht", heeft de 2e juni 1959 het volgend advies gegeven :

Le projet a comme objet d'assurer, sous les conditions qu'il détermine, aux militaires qui quittent l'armée, le bénéfice immédiat de certains avantages du régime de la sécurité sociale.

Les articles 1er à 5 ont trait aux allocations de chômage et à l'assurance maladie-invalidité, et l'article 6 au régime de la pension.

+

+ +

Les articles 1er et 6 définissent les bénéficiaires du projet de la manière suivante :

"Les militaires autres que ceux qui effectuent leur terme de service actif ou une période de rappel normal sous les armes".

Une telle définition, qui ne précise pas la notion de rappel normal, prête à confusion.

Les miliciens sont soumis, en vertu des lois sur la milice coordonnées le 2 septembre 1957, à des rappels ordinaires, des rappels d'urgence, des rappels en cas de mobilisation et des rappels par mesure disciplinaire (article 67); de plus, ils peuvent être maintenus sous les armes durant une période déterminée, pour des raisons de discipline (article 71).

.../...

Les officiers de réserve sont, de leur côté, assujettis, en vertu de l'article 62 de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve, à des rappels ordinaires, des rappels d'urgence et des rappels en cas de mobilisation.

Le projet ne précise nulle part les rappels prévus par ces deux lois, qu'il y aurait lieu de considérer comme des rappels normaux.

Les définitions données dans l'exposé des motifs ne sont pas satisfaisantes.

Selon cet exposé, il faudrait entendre par rappel normal : "les rappels obligatoires sous les armes, qui sont normalement couverts par la réglementation générale relative aux obligations militaires des travailleurs". Une telle définition pêche par son manque de précision; les diverses législations et réglementations relatives aux obligations militaires des travailleurs emploient, en effet, des formules diverses.

L'exposé des motifs semble également lier la notion de rappel normal à celle du régime pécuniaire du soldé; ne serait, dès lors, pas un rappel normal, celui du militaire bénéficiaire d'un traitement. Cette définition est également inexacte, puisque l'officier de réserve est toujours, en cas de rappel, au régime du traitement.

.../...

L'exposé des motifs ajoute, enfin :

"Le terme "rappel normal" a été préféré au terme "rappel obligatoire", parce que, dans l'hypothèse des rappels d'urgence et de mobilisation ou de maintien sous les armes par mesure exceptionnelle, il appartient au législateur d'interpréter la loi de façon à préciser s'il y a lieu de l'appliquer dans ces cas".

Une telle explication suppose qu'il faudra une intervention du législateur pour rendre le projet applicable aux militaires rappelés d'urgence ou en cas de mobilisation, ainsi qu'aux militaires maintenus sous les armes.

Si l'on s'en tient à cette dernière explication, l'on doit déduire que, dans l'esprit du Gouvernement, le projet ne s'applique actuellement en aucune manière aux militaires effectuant les rappels prévus par l'article 67 des lois sur la milice ou maintenus en service par application de l'article 71 des mêmes lois, pas plus qu'à l'officier de réserve effectuant les rappels prévus à l'article 62 de la loi du 1er mars 1958.

Il serait, dès lors, préférable d'énumérer les militaires auxquels le bénéfice de la loi n'est pas accordé.

+

+

+

.../...

L'article 1er du projet dispose que les militaires intéressés "sont considérés comme ayant, pendant toute la durée de leurs prestations militaires, été assujettis sans interruption à l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs".

Suivant cette disposition, les militaires qui quittent l'armée sont considérés comme ayant été assujettis au régime de la sécurité sociale des travailleurs, afin de leur permettre de bénéficier, dès leur retour à la vie civile, de tous les avantages prévus par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944.

L'exposé des motifs confirme ce point de vue; il déclare notamment :

"Il est de toute nécessité, tant au point de vue de la justice sociale qu'en considération des besoins du recrutement, de garantir aux militaires temporaires qui, pour la plus grande part, sont des travailleurs assujettis à la sécurité sociale et le redeviennent après l'accomplissement de leur engagement, la continuation des assurances fondamentales - notamment l'assurance contre le chômage involontaire et contre la maladie et l'invalidité - lorsqu'ils sont rendus à la vie civile".

Malgré les termes très généraux de l'article 1er et de l'exposé des motifs, il faut constater que la suite du projet prévoit le bénéfice immédiat des allocations de chômage et de l'assurance en cas de maladie ou d'invalidité. Suivant les explications données au

Conseil d'Etat, ce sont là les seuls avantages dont on veut donner le bénéfice immédiat aux militaires intéressés; l'on n'entend pas, notamment, les considérer comme assujettis à l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 pour l'octroi des vacances annuelles.

Si telle est l'intention du Gouvernement, l'article 1er devrait être amendé, afin d'en faire ressortir la portée exacte. Des modifications devraient également être apportées à l'exposé des motifs.

+

+ +

Le projet dispose, en son article 1er, que les militaires intéressés seront considérés comme ayant été assujettis à l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 "lorsqu'ils ... ont acquis la qualité de travailleur salarié ou assimilé".

L'assimilation au travailleur salarié n'est pas définie. Selon l'exposé des motifs, les mots "travail salarié" doivent être compris sans aucune restriction.

Suivant les explications données au Conseil d'Etat, le travailleur assimilé au travailleur salarié est celui qui bénéficie de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 directement ou en vertu d'une disposition qui s'y réfère.

Le projet devrait être précisé sur ce point également.

+

+ +

L'article 2 du projet dispose :

"Sont exclus du bénéfice de l'article 1er, les militaires bénéficiaires d'une pension de retraite en vertu des lois coordonnées sur les pensions militaires, lorsque le montant annuel de cette pension atteint ou est supérieur au montant majoré de 40 p.c. des allocations principales de chômage, dont l'intéressé pourrait bénéficier au cours d'une période de 300 jours".

Pour répondre aux intentions du Gouvernement, il y aurait lieu de remplacer les mots "au cours d'une période de 300 jours" par les mots "pour 300 jours de chômage"; en effet, la période de 300 jours comprend des jours pour lesquels aucune allocation n'est perçue.

+

+ +

L'article 4 du projet ne prévoit pas le délai dans lequel l'attestation de licenciement doit être délivrée aux intéressés.

Comme le délai de trente jours imparti pour remettre cette attestation aux organismes prévus court à partir du licenciement, il y aurait lieu de compléter l'article 4, § 3, en prévoyant que l'attestation est délivrée par le Ministre, le jour même du départ de l'armée.

+

+ +

.../...

L'article 6 du projet prévoit que le bénéficiaire doit avoir quitté l'armée "sans avoir droit à une pension de retraite".

Les lois sur les pensions militaires prévoient, en leur article 2, A, le droit à la pension militaire; par contre, elles prévoient, en leur article 3, la faculté pour le Roi de mettre à la pension et, en leur article 2, B, l'octroi éventuel d'une pension, laissé à l'appréciation du Roi.

Si le projet veut couvrir ces diverses hypothèses, il y aurait lieu de remplacer les mots "sans avoir droit à une pension de retraite" par les mots "sans bénéficier d'une pension de retraite".

L'article 6, § 1er, alinéa 2, dispose :

"Ce capital est restitué au Trésor si, par la suite, la personne assurée reprend du service en qualité de militaire appointé".

Suivant l'exposé des motifs, cet alinéa sera applicable si ce militaire vient à obtenir une pension de retraite comme militaire.

Cette précision devrait être apportée au texte même de la disposition.

+

+

+

.../...

Après avoir disposé que "la présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge", l'article 8 du projet ajoute qu'elle est toutefois applicable "aux militaires qui ont quitté le service entre le 31 décembre 1958 et la date d'entrée en vigueur de la loi et qui, dans les deux mois qui suivent cette date, demandent, par lettre recommandée à la poste, adressée au Ministre de la Défense nationale, l'attestation dont il est question à l'article 4, § 3".

La suite de cette disposition transitoire n'a trait qu'aux allocations de chômage et à l'assurance maladie-invalidité.

Telle qu'elle est rédigée, cette disposition semble ne rendre applicables aux militaires ayant quitté l'armée entre le 31 décembre 1958 et la date d'entrée en vigueur de la loi que les seules dispositions relatives aux allocations de chômage et à l'assurance maladie-invalidité. Comme l'intention du Gouvernement est de leur donner également, s'ils n'en bénéficient pas déjà en vertu des dispositions législatives existantes, le bénéfice de l'article 6 du projet, il y aurait lieu d'apporter à l'article 8 les modifications nécessaires, afin de ne pas donner l'impression que le bénéfice de l'article 6 est subordonné à la délivrance d'attestations qui n'ont pas trait à cette disposition.

+

+ +

En exécution des articles 5 et 7 de l'arrêté du Régent du 15 décembre 1948 réglant les attributions du Comité du budget, le projet ne peut être pris "qu'avec le consentement du Ministre des Finances et sous son contre-seing".

+

+ +

Tenant compte de ces observations, le Conseil d'Etat propose de rédiger le projet comme suit :

PROJET DE LOI RELATIF A LA SECURITE SOCIALE DES PERSONNES
AYANT EFFECTUE DES SERVICES TEMPORAIRES A L'ARMEE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de la
Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de la Défense nationale est
chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législa-
tives, le projet de loi dont la teneur suit :

CHAPITRE 1er. - CHOMAGE ET ASSURANCE EN CAS DE MALADIE
OU D'INVALIDITE.

Article 1er.-

Bénéficient des dispositions du présent cha-
pitre, les militaires qui, sans en avoir fait la demande,
sont rendus à la vie civile pour quelque motif que ce
soit, à l'exception :

- 1° des militaires qui effectuent leur terme de service actif ou un rappel prévu par la législation sur la milice;
- 2° des militaires maintenus sous les armes en application de la législation sur la milice;
- 3° des officiers de réserve qui effectuent un rappel prévu par la législation sur le statut des officiers de réserve;
- 4° des militaires qui bénéficient d'une pension de retraite en vertu des lois sur les pensions militaires lorsque le montant annuel de cette pension s'élève au moins au montant des allocations principales de 300 jours de chômage, majoré de 40 p.c.

Article 2.-

Les militaires bénéficiaires des dispositions du présent chapitre sont considérés comme ayant, pendant toute la durée de leurs prestations militaires, été assujettis sans interruption aux dispositions de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, relatives aux allocations de chômage et à l'assurance en cas de maladie ou d'invalidité, lorsque dans les trente jours à dater de leur licenciement ,

- ils ont acquis la qualité de travailleur bénéficiaire de cet arrêté-loi;
- ou se sont fait inscrire comme demandeurs d'emploi auprès du bureau régional de l'Office national du placement et du chômage ;
- ou se sont trouvés en état d'incapacité de travail au sens de la réglementation concernant l'assurance en cas de maladie ou d'invalidité.

Article 3.-

L'octroi éventuel d'une prime ou d'un pécule de départ aux militaires bénéficiaires des dispositions du présent chapitre, ne fait pas obstacle au paiement des allocations de chômage ou des indemnités d'incapacité de travail ou d'invalidité.

Article 4.-

§ 1er. Le Ministre de la Défense nationale verse à l'Office national de sécurité sociale au profit des bénéficiaires des dispositions du présent chapitre, pour chacun des six mois précédant leur licenciement, une somme représentant 10 p.c. d'une rémunération fixée à 5.000 francs par mois.

Le Roi peut, sur proposition commune du Ministre qui a la Prévoyance sociale dans ses attributions et du Ministre de la Défense nationale, modifier le montant de cette rémunération.

§ 2. Après avoir prélevé sur le produit des cotisations les sommes destinées à couvrir ses frais d'administration, l'Office national de sécurité sociale en verse le solde à concurrence des quatre cinquièmes au Fonds national d'assurance maladie-invalidité et d'un cinquième à l'Office national du placement et du chômage.

§ 3. Le Ministre de la Défense nationale délivre aux militaires intéressés, le jour où ils quittent l'armée, une attestation de licenciement en double exemplaire.

Les militaires remettent un exemplaire de cette attestation , dans les trente jours de leur licenciement, à l'un des organismes assureurs prévus par la législation sur l'assurance en cas de maladie ou d'invalidité; s'ils réclament le bénéfice des allocations de chômage, ils remettent le second exemplaire à l'un des organismes payeurs prévus par la législation sur le chômage.

Article 5.-

L'Etat alloue aux organismes intéressés une subvention dont le montant est calculé conformément aux dispositions relatives à l'assurance en cas de maladie ou d'invalidité et au chômage.

CHAPITRE II. - PENSION .

Article 6.-

Bénéficient des dispositions du présent chapitre, les militaires qui sont rendus à la vie civile pour quelque motif que ce soit, à l'exception :

- 1° des militaires qui effectuent leur terme de service actif ou un rappel prévu par la législation sur la milice;
- 2° des militaires maintenus sous les armes en application de la législation sur la milice;

- 3° des officiers de réserve qui effectuent un rappel prévu par la législation sur le statut des officiers de réserve;
- 4° des militaires qui bénéficient d'une pension de retraite en vertu des lois sur les pensions militaires.

Article 7.-

§ 1er. Lorsqu'un militaire bénéficiaire des dispositions du présent chapitre est rendu à la vie civile, une somme égale aux cotisations personnelles et patronales afférentes à la durée des services accomplis en qualité de militaire appointé, est versée, par le Ministre de la Défense nationale, aux organismes compétents, en vue d'assurer à l'intéressé et à ses ayants droit les avantages prévus en matière de pension de vieillesse et de survie comme si le militaire avait été assujetti sans interruption au régime de la sécurité sociale pendant la durée des services considérés.

Ce capital est restitué au Trésor si, par la suite, la personne assurée reprend du service en qualité de militaire appointé et devient bénéficiaire d'une pension militaire de retraite.

§ 2. Pour l'application du § 1er :

- 1° sont considérés comme assujettis au régime de la pension des employés : les officiers, les sous-officiers, les gendarmes et brigadiers de gendarmerie, les élèves des écoles de formation des cadres et les candidats sergents en stage dans les unités;

2° sont considérés comme assujettis au régime de la pension des ouvriers : les autres caporaux et soldats.

Le grade à prendre en considération pour le calcul des cotisations est celui dont l'intéressé est revêtu au moment où il quitte l'armée.

§ 3. La veuve d'un travailleur ayant bénéficié des dispositions du § 1er ne peut prétendre à la pension de survie prévue par la législation sur la pension des ouvriers et des employés que si elle renonce à la pension de survie à laquelle elle pourrait avoir droit en vertu de la législation sur les pensions des veuves et orphelins des membres de l'armée et de la gendarmerie.

CHAPITRE III. - DISPOSITIONS FINALES.

Article 8.-

Sont abrogés :

- 1° l'article 17 de la loi du 14 juillet 1951 sur la position et l'avancement des officiers du cadre de complément, modifiée par la loi du 1er mars 1958;
- 2° l'article 15, § 2, de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs;

- 3° l'article 14, § 2, de la loi du 23 décembre 1955 sur les sous-officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs ;
- 4° l'article 93, § 2, de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve.

Article 9.-

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Toutefois, en ce qui concerne les militaires qui ont quitté l'armée entre le 31 décembre 1958 et la date d'entrée en vigueur de la présente loi:

- 1° le chapitre Ier est applicable, avec les modalités suivantes :
- le militaire doit, dans les deux mois qui suivent la date d'entrée en vigueur de la loi, demander au Ministre de la Défense nationale, par lettre recommandée à la poste, l'attestation prévue à l'article 4, § 3; dans ce cas, le délai de trente jours fixé par l'article 2 court à partir de la date de réception de l'attestation, et les prestations de l'assurance contre la maladie ou l'invalidité et contre le chômage involontaire sont dues à dater du jour de la remise aux organismes prévus à l'article 4, § 3, des exemplaires de ladite attestation;

2° le chapitre II est applicable dès le départ de
l'armée de ces militaires.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Le Ministre des Finances,

Het ontwerp strekt er toe, onder de voorwaarden die het bepaalt, militairen die uit het leger weggaan onmiddellijk in aanmerking te doen komen voor sommige voordelen van het stelsel der maatschappelijke zekerheid.

De artikelen 1 tot 5 hebben betrekking op de werkloosheidsuitkeringen en op de verzekering tegen ziekte en invaliditeit, terwijl artikel 6 over de pensioenregeling handelt.

+

+ +

Volgens de artikelen 1 en 6 vinden de bepalingen van het ontwerp toepassing op : "de militairen, anderen dan dezen die hun effectieve diensttermijn of een normale wederoproepingsperiode onder de wapens volbrengen".

Zulke definitie, waarin het begrip "normale wederoproepingsperiode" niet nader wordt omschreven, kan verwarring stichten.

Krachtens de op 2 september 1957 gecoördineerde dienstplichtwetten zijn de dienstplichtigen onderworpen aan gewone wederoproepingen, spoedwederoproepingen, mobilisatie-wederoproepingen en wederoproepingen bij wijze van tuchtmaatregel (artikel 67); bovendien kunnen zij om tuchttredenen gedurende een bepaalde periode onder de wapens worden gehouden (artikel 71).

.../...

De reserveofficiëren van hun kant zijn, krachtens artikel 62 van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserve-officiëren, onderworpen aan gewone wederoproeping, spoedwederoproeping en wederoproeping in geval van mobilisatie.

Het ontwerp geeft nergens aan welke van de door deze beide wetten voorgeschreven wederoproeping en als normale wederoproeping moeten worden beschouwd.

De definities welke de memorie van toelichting geeft, schenken geen voldoening.

Volgens deze memorie van toelichting zou onder normale wederoproeping moeten worden verstaan: "de verplichte wederoproeping onder de wapens, die normaal gedekt zijn door de algemene reglementering betreffende de militaire verplichtingen van de arbeiders". Zulke definitie faalt door haar gebrek aan nauwkeurigheid; de onderscheiden wetten en reglementen in verband met de militaire verplichtingen van arbeiders gebruiken immers verschillende formules.

De memorie van toelichting schijnt het begrip normale wederoproeping ook te binden aan de bezoldigingsregeling van de soldijtrekkende militair; een normale wederoproeping zou dus niet zijn de wederoproeping van een weddetrekkend militair. Ook deze definitie is onjuist, aangezien de reserveofficier, ingeval hij wederopgeroepen wordt, steeds een wedde ontvangt.

Tenslotte voegt de memorie van toelichting er nog aan toe :

"De uitdrukking "normale wederoproeping" werd verkozen boven de uitdrukking "verplichte wederoproeping", omdat in de veronderstelling van spoed- en mobilisatie-wederoproepingen of in/geval van behoud onder de wapens wegens uitzonderlijke maatregelen de wetgever verplicht zou zijn de wet aldus te interpreteren ten einde te bepalen of ze in deze gevallen toepasselijk zou zijn".

Zulke uitleg veronderstelt optreden van de wetgever om het ontwerp toepassing te doen vinden op militairen die, in spoedgevallen of in geval van mobilisatie, worden wederopgeroepen, alsook op militairen die onder de wapens worden gehouden.

Houdt men zich aan deze laatste uitleg, dan komt men tot het besluit dat het ontwerp volgens de Regering thans geenszins toepasselijk is op militairen die wederopgeroepen zijn krachtens artikel 67 van de dienstplichtwetten of die bij toepassing van artikel 71 van diezelfde wetten in dienst zijn gehouden, en evenmin op de reserveofficier die wederopgeroepen is krachtens artikel 62 van de wet van 1 maart 1958.

Het ware derhalve verkieslijk een opsomming te geven van de militairen die niet voor de wet in aanmerking komen.

+

+ +

.../...

Artikel 1 van het ontwerp bepaalt dat de betrokken militairen "beschouwd worden als vallende zonder onderbreking, gedurende de ganse duur van hun militaire prestaties, onder toepassing van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de arbeiders".

Volgens deze bepaling worden militairen die uit het leger weggaan, beschouwd als onderworpen te zijn geweest aan het stelsel van de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, opdat zij dadelijk bij hun terugkeer in het burgerleven alle voordelen welke de besluitwet van 28 december 1944 toekent, kunnen genieten.

De memorie van toelichting bevestigt deze zienswijze en zegt onder meer : "

"Het is hoogst noodzakelijk, zowel uit oogpunt van sociale gerechtigheid als ten aanzien van de noodwendigheden van de werving, aan de tijdelijke militairen, die voor het merendeel arbeiders zijn die onder de maatschappelijke zekerheid ressorteren en na het volbrengen van hun dienstneming, wanneer zij tot het burgerleven terugkeren, opnieuw onder toepassing er van vallen, de voortzetting van de fundamentele verzekering te waarborgen - namelijk de verzekering tegen de onvrijwillige werkloosheid en tegen de ziekte en invaliditeit".

Ondanks de zeer algemene bewoordingen van artikel 1 en van de memorie van toelichting, moet worden vastgesteld dat het ontwerp verderop het onmiddellijk genot van de werkloosheidsuitkeringen en van de verzekering tegen ziekte en invaliditeit toekent. Volgens de aan de Raad van State verstrekte uitleg zijn dit de

enige voordelen die de betrokken militairen onmiddellijk zullen genieten ; zo wil men hen niet beschouwen als onder toepassing van de besluitwet van 28 december 1944 te vallen voor de toekenning van het jaarlijks verlof.

Is zulks de bedoeling van de Regering, dan behoort artikel 1 te worden geamendeerd zodat de juiste draagwijdte ervan beter tot uiting komt. Ook de memorie van toelichting zou moeten worden gewijzigd.

+

+ +

Het ontwerp bepaalt in artikel 1 dat de betrokken militairen worden beschouwd als aan de besluitwet van 28 december 1944 onderworpen te zijn geweest "wanneer zij ... de hoedanigheid hebben verkregen van loonarbeider of ermede gelijkgestelde".

De gelijkstelling met loonarbeiders wordt niet gedefinieerd. Volgens de memorie van toelichting moet het woord : "loonarbeid" zonder enige beperking worden begrepen.

Volgens de aan de Raad van State verstrekte uitleg is met loonarbeider gelijkgesteld arbeider, hij die het voordeel geniet van de besluitwet van 28 december 1944, hetzij rechtstreeks, hetzij krachtens een bepaling die ervan uitgaat.

Ook op dit punt behoort het ontwerp te worden verduidelijkt.

+

Artikel 2 van het ontwerp bepaalt :

"Worden van het genot van artikel 1 uitgesloten, de militairen die ingevolge de samengeordende wetten op de militaire pensioenen een rustpensioen genieten, wanneer het jaarlijks bedrag van dit pensioen gelijk of hoger is dan de hoofdtoelagen voor werklozensteun verhoogd met 40 t.h., welke belanghebbende in de loop van een periode van 300 dagen zou kunnen genieten."

Om de bedoelingen van de Regering weer te geven, zouden de woorden : "in de loop van een periode van 300 dagen" moeten worden vervangen door de woorden : "voor 300 dagen werkloosheid". In de periode van 300 dagen vallen immers dagen waarvoor de betrokkene geen uitkering ontvangt.

+

+ +

Artikel 4 van het ontwerp zegt niet binnen welke termijn het attest van ontslag aan de betrokkenen moet worden afgegeven.

Aangezien de termijn van dertig dagen binnen welke dit attest aan de bedoelde instellingen moet worden bezorgd, ingaat met het ontslag, behoort artikel 4, § 3, te worden aangevuld met de bepaling dat het attest door de Minister wordt afgegeven de dag zelf dat de betrokkene uit het leger weggaat.

+

+ +

.../...

Artikel 6 van het ontwerp zegt dat de gerechtigde uit het leger moet zijn weggegaan "zonder recht te hebben op een rustpensioen".

De wetten betreffende de militaire pensioenen handelen in artikel 2, A, over het recht op militair pensioen; in artikel 3 daarentegen zeggen zij dat de Koning op pensioen kan stellen en in artikel 2, B, dat eventueel een pensioen kan worden toegekend naar goedvinden van de Koning.

Wil het ontwerp al deze gevallen dekken, dan behoren de woorden : "zonder recht te hebben op een rustpensioen" te worden vervangen door de woorden : "zonder een rustpensioen te genieten".

Artikel 6, § 1, tweede lid, bepaalt :

"Indien de verzekerde persoon naderhand als weddetrekkende militair opnieuw dienst herneemt, wordt dit kapitaal aan de Schatkist teruggegeven".

Volgens de memorie van toelichting zal deze alinea toepassing vinden indien de militair een rustpensioen als militair verkrijgt.

.../...

Deze bijzonderheid ware in de tekst zelf van de bepaling te vermelden.

+
+ +

Na te hebben bepaald dat "de wet in werking treedt de dag waarop ze in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt", vervolgt artikel 8 van het ontwerp :

"Zij is nochtans toepasselijk op de militairen die de dienst verlaten hebben tussen 31 december 1958 en de datum van inwerkingtreden der wet en die binnen de twee maanden volgend op deze datum, per aangetekende brief gericht tot de Minister van Landsverdediging, het attest vragen waarvan sprake in artikel 4, § 3".

Het vervolg van deze overgangsbepaling heeft alleen betrekking op uitkeringen inzake werkloosheid en verzekering tegen ziekte en invaliditeit.

.../...

In haar huidige vorm schijnt deze bepaling op de militairen die uit het leger zijn weggegaan tusschen 31 december 1958 en de datum waarop de wet in werking treedt, alleen de bepalingen in verband met de uitkeringen inzake werkloosheid en verzekering tegen ziekte en invaliditeit toepasselijk te verklaren. Aangezien de Regering de bedoeling heeft hun eveneens het voordeel toe te kennen van artikel 6 van het ontwerp, indien zij het nog niet genieten krachtens bestaande wetsbepalingen, behoort artikel 8 zo te worden gewijzigd dat niet de indruk wordt gewekt dat het voordeel van artikel 6 afhankelijk is gesteld van de afgifte van attesten die op deze bepaling geen betrekking hebben.

+

+ +

Ter uitvoering van de artikelen 5 en 7 van het besluit van de Regent van 15 december 1948 houdende regeling van de ambtsbevoegdheden van het begrotingscomité, kan het ontwerp slechts worden vastgesteld "met inwilliging van de Minister van Financiën en onder zijn medeondertekening".

+

+ +

Met inachtneming van deze opmerkingen, stelt de Raad van State voor, het ontwerp als volgt te lezen :

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE DE MAATSCHAPPELIJKE ZEKER-
HEID VAN MENSEN DIE BIJ HET LEGER TIJDELIJKE DIENSTEN HEB-
BEN VOLBRACHT.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Lands-
verdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Landsverdediging is gelast
in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van
wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

HOOFDSTUK I. WERKLOOSHEID EN VERZEKERING TEGEN ZIEKTE EN
INVALIDITEIT.

Artikel 1.-

Voor het bepaalde in dit hoofdstuk komen in
aanmerking militairen die, zonder erom te hebben verzocht,
om enige reden in het burgerleven zijn teruggekeerd, met
uitzondering van :

- 1° militairen die hun werkolijke diensttermijn of een
door de dienstplichtwetten voorgeschreven wederopro-
eping volbrengen;
- 2° militairen die bij toepassing van de dienstplichtwetten
onder de wapens zijn gehouden;

- 3° reserveofficieren die een door de wet op het statuut der reserveofficieren voorgeschreven wederoproeping volbrengen;
- 4° militairen die krachtens de wetten op de militaire pensioenen een rustpensioen ontvangen, wanneer het jaarlijks bedrag van dat pensioen ten minste het bedrag bereikt van de hoofduitkering voor 300 werkloosheidsdagen, verhoogd met 40 t.h.

Artikel 2.-

Militairen die voor het bepaalde in dit hoofdstuk in aanmerking komen, worden beschouwd als over de hele duur van hun militaire prestaties zonder onderbreking onderworpen te zijn geweest aan de bepalingen van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, en aan de bepalingen betreffende de werkloosheidsuitkeringen en de verzekering tegen ziekte en invaliditeit, wanneer zij, binnen dertig dagen na hun ontslag,

- de hoedanigheid hebben verkregen van arbeider die het voordeel van evengenoemde besluitwet geniet;
- of zich bij het gewestelijk bureau van de Rijksdienst voor arbeidsbemiddeling en werkloosheid als werkzoekende hebben gemeld;
- of ongeschikt tot het verrichten van arbeid zijn geworden in de zin van de reglementering inzake verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit.

Artikel 3.-

De eventuele toekenning van een premie of een vertrekgeld aan militairen die voor het bepaalde in dit

hoofdstuk in aanmerking komen, verhindert niet dat werkloosheidsuitkeringen of vergoedingen voor arbeidsongeschiktheid of invaliditeit worden betaald.

Artikel 4.-

§ 1. De Minister van Landsverdediging stort bij de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid ten behoeve van de militairen die voor het bepaalde in dit hoofdstuk in aanmerking komen, voor ieder van de zes maanden die aan hun ontslag voorafgaan, een bedrag berekend op 10 t.h. van een op 5.000 frank per maand vastgestelde bezoldiging.

De Koning kan, op gemeenschappelijk voorstel van de Minister tot wiens bevoegdheid de sociale voorzorg behoort en van de Minister van Landsverdediging, het bedrag van deze bezoldiging wijzigen.

§ 2. Na van de opbrengst van de bijdragen de bedragen tot dekking van zijn administratiekosten te hebben afgehouden, stort de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid vier vijfde van het saldo bij het Rijksfonds voor verzekering tegen ziekte en invaliditeit, en een vijfde bij de Rijksdienst voor arbeidsbemiddeling en werkloosheid.

§ 3. De Minister van Landsverdediging geeft aan de betrokken militairen, de dag dat zij uit het leger weggaan, een attest van ontslag af, in twee exemplaren.

Binnen dertig dagen na hun ontslag bezorgen de militairen een exemplaar van dit attest aan een van de verzekeringsinstellingen die zijn opgericht in het

kader van de wetgeving inzake verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit; verzoeken zij om werkloosheidsuitkeringen, dan dienen zij het tweede exemplaar in bij een van de betalingsinstellingen die opgericht zijn in het kader van de wetgeving inzake werkloosheid.

Artikel 5.-

De Staat verleent aan de betrokken instellingen een toelage waarvan het bedrag wordt berekend overeenkomstig de bepalingen betreffende de verzekering tegen ziekte en invaliditeit en betreffende de werkloosheid.

HOOFDSTUK II. PENSIOEN.

Artikel 6.-

Voor het bepaalde in dit hoofdstuk komen in aanmerking militairen die om enige reden in het burgerleven zijn teruggekeerd, met uitzondering van :

- 1° militairen die hun werkelijke diensttermijn of een door de dienstplichtwetten voorgeschreven wederoproeping volbrengen;
- 2° militairen die bij toepassing van de dienstplichtwetten onder de wapens zijn gehouden;
- 3° reserveofficieren die een door de wet op het statuut der reserveofficieren voorgeschreven wederoproeping volbrengen;
- 4° militairen die krachtens de wetten op de militaire pensioenen een rustpensioen ontvangen.

Artikel 7.-

§ 1. Keert een militair die voor het bepaalde in dit hoofdstuk in aanmerking komt in het burgerleven terug, dan stort de Minister van Landsverdediging aan de bevoegde instellingen een bedrag, gelijk aan de persoonlijke en werkgeversbijdragen over de duur van de als weddetrekkend militair volbrachte diensten, opdat de betrokkene en zijn rechtverkrijgenden de voordelen inzake ouderdoms- en overlevingspensioenen kunnen ontvangen alsof de militair tijdens de duur van de in aanmerking genomen diensten ononderbroken aan het stelsel van de maatschappelijke zekerheid onderworpen was geweest.

Dit kapitaal keert naar de Schatkist terug als de verzekerde naderhand opnieuw dienst neemt als weddetrekkend militair en een militair rustpensioen verkrijgt.

§ 2. Voor de toepassing van § 1 :

- 1° worden geacht te zijn onderworpen aan het stelsel van het bediendenpensioen : officieren, onderofficieren, rijkswachters en brigadiers van de rijkswacht, leerlingen van scholen tot vorming van de kaders en de kandidaat-sergeanten met stage in de eenheden;
- 2° worden geacht te zijn onderworpen aan het stelsel van het arbeiderspensioen : de overige korporaals en soldaten.

De voor de berekening van de bijdragen in aanmerking te nemen graad is die welke de betrokkene bekleedt op het tijdstip dat hij uit het leger weggaat.

§ 3. De weduwe van een arbeider die het voordeel van § 1 heeft genoten, kan op het overlevingspensioen bedoeld in de wetgeving betreffende het arbeiders- en bediendenpensioen alleen aanspraak maken, indien zij afziet van het overlevingspensioen waarop zij krachtens de wetgeving op de pensioenen voor weduwen en wezen van leden van leger en rijkswacht aanspraak zou kunnen hebben.

HOOFDSTUK III. SLOTBEPALINGEN.

Artikel 8.-

Opgeheven worden :

- 1° artikel 17 van de wet van 14 juli 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van het aanvullingskader, gewijzigd bij de wet van 1 maart 1958;
- 2° artikel 15, § 2, van de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren;
- 3° artikel 14, § 2, van de wet van 23 december 1955 betreffende de hulponderofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren;
- 4° artikel 93, § 2, van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren.

Artikel 9.-

Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Nochtans, ten aanzien van de militairen die uit het leger zijn weggegaan tussen 31 december 1958 en de datum waarop deze wet in werking treedt :

- 1° vindt hoofdstuk I toepassing met inachtneming van de volgende regelen : de militair moet, binnen twee maanden na de inwerkingtreding van de wet, aan de Minister van Landsverdediging, bij een ter post aangezekende brief, het in artikel 4, § 3, voorgeschreven attest aanvragen; in dat geval gaat de in artikel 2 bepaalde termijn van dertig dagen in op de dag van ontvangst van het attest, en zijn de verstrekkingen inzake verzekering tegen ziekte en invaliditeit en tegen onvrijwillige werkloosheid verschuldigd vanaf de dag dat de exemplaren van dit attest aan de in artikel 4, § 3, bedoelde instellingen worden afgegeven;
- 2° vindt hoofdstuk II toepassing zodra deze militairen uit het leger weggaan.

Gegeven te , de

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

De Minister van Financiën.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J. SUETENS,
le Heren :

premier président,
eerste-voorzitter,

L. MOUREAU,
G. HOLOYE,

conseillers d'Etat,
raadsheren van State,

F. DUCHENE,

assesseurs de la
section de législation,

J. LIMPENS,

bijzitters van de
afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX,

greffier adjoint,
adjunct-griffier,

greffier.
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par
M.F.REMION, auditeur.
LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.F.REMION, auditeur.
LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) C. ROUSSEAUX.

(s) J. SUETENS.